

## *Crise de la société salariale* **COMMENT RÉSISTER ?**

*par Richard Sobel \**

En Europe, nous vivons dans des « sociétés de travail » (1) et « la fin du travail » n'est pas pour demain. En revanche, ce qui se dessine progressivement, c'est la fin de cette figure émancipatrice des sociétés de travail, la « société salariale » (2).

### Des « sociétés de travail » aux « sociétés salariales »

Par « sociétés de travail », on désigne le fait que, dans les sociétés modernes, l'activité productive est centrale dans la fabrication du lien social, et notamment dans la construction des identités individuelles et collectives. Inscrite dans un ordre économique dominé par le capitalisme, cette centralité s'organise principalement autour de la figure du travail salarié. Or, n'avoir que son travail à vendre pour vivre ne constitue pas en soi une situation viable et marque au contraire la fragilité socio-économique intrinsèque du travailleur. Depuis les premières conquêtes ouvrières, l'affirmation du monde du travail contre la logique capitaliste est passée par la consolidation de la condition salariale, laquelle, fruit des luttes sociales, transforme progressivement les « sociétés de travail » en « sociétés salariales ». Cette consolidation s'appuie sur des institutions collectives – droit social, conventions collectives, protection sociale – que font fonctionner, dans une large mesure, les acteurs du rapport salarial (représentants du capital et du travail) sous l'égide de l'État « social » – et non pas « providence », comme on le qualifie improprement.

### La contre-offensive néolibérale

Il serait extrêmement réducteur de dire que la « société salariale » humanise le capitalisme, voire « achète » une paix sociale. Le monde du travail a conquis un espace d'affirmation politique dans lequel, pour le plus grand nombre, la seule citoyenneté qui vaille est celle qui prend concrètement appui sur l'emploi adossé aux institutions collectives du salariat. La « société salariale » n'est pas simplement cet état glorieux, mais révolu, du monde du travail, à l'abri des armistices de classes, des compromis fordistes et des États-nations à régulation keynésienne. Certes, l'extension du salariat consolidé comportait bien des limites, mais l'avancée sociale et politique était considérable et sans précédent historique pour le monde du travail. Du coup, il est permis d'avoir une lecture politique de la crise actuelle de la « société salariale » (3), qui serait moins la marque d'une prétendue inadaptation à « la nouvelle donne économique mondiale »

---

\* *Maître de Conférences en Économie, à l'Université Lille 1, et chercheur au CLERSÉ (UMR 8019 CNRS)*

(1) **Hanna Arendt**, *La condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983.

(2) **Michel Aglietta, Anton Brender**, *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, 1984 ; **Robert Castel**, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

(3) Laquelle se marque notamment par le chômage de masse, la précarisation de l'emploi et le démantèlement progressif de la protection sociale.



que l'effet progressif de la contre-offensive néolibérale. Sans sombrer dans la théorie du complot, on peut clairement identifier l'objectif politique : affaiblir le pouvoir du monde du travail en laminant les institutions collectives sur lesquelles prend appui son affirmation anticapitaliste. Pour mieux éclairer, à moyen terme, les enjeux des mutations en cours, on peut au moins dégager trois grands scénarios de reconfiguration possibles.

## Le scénario libéral : une menace

Dans ce scénario, le travail salarié reste la forme dominante, mais s'organise sur le mode de la précarisation et de la flexibilisation de l'emploi. Enfin libéré des « carcans » de l'emploi, plus en phase avec la modernité économique, le travailleur flexible serait incité à gérer sa propre carrière en se concevant doublement comme une sorte de prestataire de service qui rentabilise son « capital humain », et comme une sorte d'épargnant rentier qui, par un vertueux effort de prévoyance, prend en charge sa propre protection sociale.

Pourtant, derrière ce mythe néolibéral, la réalité est fort différente. En contexte capitaliste, la dérégulation renvoie toujours le travailleur à la précarité intrinsèque de son existence. De fait, la condition salariale se segmente, voire s'atomise. À la limite, on peut imaginer qu'un noyau dur de salariés, ceux dont le système économique a le plus besoin, conserve sous forme privatisée des « avantages » équivalents, voire supérieurs, à ceux obtenus aujourd'hui encore par la grande majorité des salariés. Pour les autres, se dessinerait une constellation de « statuts » allant du plus au moins précaire, articulés à des formes grises ou noires de travail complémentaire. Ce scénario peut fort bien s'accommoder d'un filet « assistanciel » de sécurité minimum, consistant en une protection sociale au rabais, gérée par un État soucieux non plus d'asseoir la citoyenneté

sur un statut social mais simplement de garantir la « paix civile » du capitalisme. Ce filet pourrait se voir complété par une allocation universelle « libérale ». Ce scénario est présenté ici de manière caricaturale. Mais, au vu des tendances actuelles, il n'a rien d'impossible et ne manquerait pas de poser crûment une question aujourd'hui émergente : comment une majorité de membres de notre société démocratique pourrait-elle continuer à vivre concrètement sa citoyenneté tout en étant reléguée dans des situations de précarité sociale ?

## Le scénario « utopiste » : une fausse piste

Le travail y est dénoncé comme ayant fondamentalement partie liée avec le développement du capitalisme, duquel il n'y a rien de libérateur à attendre : contre le travail salarié, il faut valoriser d'autres activités, plus autonomes et sources d'épanouissement. Bien évidemment, il ne s'agit pas de valoriser la « pleine activité » au sens libéral du terme, euphémisme de la précarité (4). Pour autant, défendre l'emploi n'est qu'une solution à courte vue : c'est « la société de travail » et pas simplement sa forme salariale qui est en crise. Or, qu'est-ce qui « enferme » dans le « travail » et oblige à y chercher l'intégration et l'identité, si ce n'est le lien travail-production-revenu ? Du coup, pour sortir de la domination capitaliste du travail productif, il faut briser ce lien. C'est la version « solidaire » de l'allocation universelle (5). Son objectif n'est pas la constitution d'un filet de sécurité minimal pour les perdants du « tout marché », mais une socialisation de la production. Une partie du PIB étant distribuée sous forme d'allocation universelle, chacun serait libre de travailler ou pas, de

(4) **André Gorz** a été le premier à fustiger ce développement des « petits boulots », promesse certaine d'une « société de serviteurs ».

(5) *Vers un revenu minimum inconditionnel ?*, La revue du M.A.U.S.S. semestrielle, n° 7, 1er semestre 1996.

mener une vie pluriactive. Reste la question de savoir comment organiser concrètement la participation de chacun à la production collective. On ne peut que demeurer dans l'incantation, faute d'une réflexion stratégique et réaliste sur le rapport de forces sociales sur lequel bâtir cette société « libérée » du travail, et fondée sur le libre choix d'activités épanouissantes.

## Les scénarios « travaillistes »

Est-on condamné à renvoyer dos-à-dos les deux scénarios précédents et à s'arc-bouter sur la défense de l'existant ? Sans doute, oui. Pour autant, il ne s'agit pas de faire le « gros dos » en attendant le retour des « Trente glorieuses ». Certes, les sociétés salariales étaient imparfaites, mais leurs acquis ont progressivement constitué pour le plus grand nombre une forme d'émancipation sans précédent.

Nombreux sont ceux, à gauche, qui estiment que la défense des acquis salariaux constitue la base en deçà de laquelle tout modèle d'intégration par le travail ne pourrait être que régressif (6). En forme de boutade, on peut parler de « travaillisme » à propos de cette défense de la centralité du travail et de son organisation salariale collective. D'un point de vue stratégique, cette défense est considérée comme le seul moyen d'amener le patronat à envisager des mutations de l'appareil productif qui partent du travail et non de la valorisation du capital. Même lorsqu'elle part de « bonnes intentions », cette stratégie défensive risque d'être dangereuse : elle situe l'action politique et syndicale en dehors du processus global de transformation en ne pesant finalement que sur les secteurs où le changement peut être négocié, alors que le segment déjà précarisé du salariat échappe à toute régulation. En cela, elle constitue le parfait pendant du scénario libéral : elle trouverait dans le noyau dur des salariés protégés le territoire privilégié d'un simulateur, réduit, de société salariale.

À l'inverse, que pourrait-être un scénario travailliste offensif ? Il cherche à concilier les transformations du travail avec l'accès pour chaque membre de la société à un emploi salarié et donc à un statut social. Bref, pour un tel scénario, c'est dans l'emploi que se dépassera, à moyen terme, la crise actuelle... de l'emploi. Dans un contexte de moyen terme où devrait continuer à dominer la centralité du travail sous domination capitaliste, sortir par le haut de la crise des sociétés salariales ne peut se faire qu'en défendant et en étendant les mécanismes collectifs de la solidarité salariale (7). En attendant d'« en finir avec le capitalisme », et autres incantations utopistes sur la « fin du travail contraint », on n'a encore rien trouvé de mieux que l'extension des « sociétés salariales » pour construire concrètement l'émancipation du monde du travail. C'est une telle voie qui devra inspirer la construction d'une véritable Europe sociale.

Du point de vue d'une transformation sociale crédible du capitalisme, que conclure ? Pour ma part ceci. Il faut d'abord dénoncer le scénario libéral qui devient menaçant, notamment parce qu'il est aussi porté, plus ou moins explicitement, par la gauche, politique et syndicale, dite « responsable », c'est-à-dire de fait libérale-sociale. La résistance ne doit pas être de court terme (scénario travailliste défensif) mais s'inscrire dans une perspective de moyen terme (scénario travailliste offensif), seule condition pour réfléchir sereinement au dépassement, à plus long terme, de nos « sociétés de travail » (scénario utopiste). Toute transformation sociale a ses priorités et toute confusion ou inversion des priorités serait dangereuse.

**Richard Sobel**

(6) « Débat sur le revenu minimum inconditionnel avec Robert Castel », in *Vers un revenu minimum inconditionnel ?*, ibid.

(7) **Bernard Friot**, *Puissances du salariat*, La Dispute, 1997.